

En route vers une nouvelle Écosse : l'éducation et la formation continue dans une Écosse indépendante

BUILDING A NEW
SCOTLAND



Résumé

Ceci est un résumé des propositions du gouvernement écossais pour l'éducation et la formation continue dans une Écosse indépendante. Le document complet :

- explique comment les politiques actuelles de l'Écosse posent les bases de l'apprentissage grâce à une approche des droits et du bien-être qui met les enfants et les jeunes dans les meilleures conditions possibles pour atteindre leur plein potentiel, et précise comment nous nous appuyerions sur celles-ci dans une Écosse indépendante ;
- décrit ce à quoi les Écossais·e·s peuvent attendre de leur éducation et de leur formation continue, en soulignant la façon dont nous pourrions améliorer notre système éducatif.

Le rapport suivant fournit plus de détails sur ces propositions, une analyse des preuves à l'appui et des références aux sources.

L'éducation et la formation continue en Écosse

Le système éducatif distinct et indépendant de l'Écosse date d'avant la dévolution du pouvoir au Royaume-Uni, et le système éducatif écossais avait déjà atteint l'excellence internationale bien avant l'Acte d'Union. En effet, la première université d'Écosse, St Andrews, a été fondée au début du XVe siècle, et c'est la troisième plus ancienne du monde anglophone. L'université de Glasgow a été fondée en 1451 à la demande du roi Jacques II d'Écosse, et l'université d'Aberdeen est la troisième plus ancienne d'Écosse. L'éducation est une tradition de longue date dont l'Écosse est très fière.

Aujourd'hui, le système éducatif du pays est pris en charge par le gouvernement écossais, les autorités locales et les communautés écossaises des villes et villages de tout le pays. Les universités et les écoles qui forment notre secteur de l'enseignement supérieur offrent de nombreuses opportunités à nos jeunes. En effet, le pourcentage de titulaires d'un diplôme de l'enseignement supérieur continue d'être l'un des plus élevés d'Europe.

L'indépendance permettrait aux futurs gouvernements écossais de faire des choix que la dévolution du pouvoir ne permet actuellement pas de faire. Des choix qui renforceraient les bases de l'apprentissage et qui mettraient chaque jeune dans les meilleures conditions possibles pour réussir pendant et après sa scolarité. De plus, chacun de nous a le potentiel de continuer à apprendre tout au long de sa vie et devrait avoir accès à cette possibilité.

À l'heure actuelle, l'Écosse ne dispose pas des pleins pouvoirs dans tous les domaines d'action qui lui permettraient de lutter pleinement contre la pauvreté infantile. S'ils disposaient des pleins pouvoirs d'un État indépendant, les futurs gouvernements écossais pourraient prendre des décisions importantes en matière de politiques de lutte contre la pauvreté infantile.

Les futurs gouvernements écossais pourraient faire en sorte d'améliorer le système de congé parental et son indemnisation, notamment en mettant en œuvre des exigences minimales plus élevées que celles actuellement fixées par le gouvernement britannique. Par exemple :

- pour les mères, améliorer la durée et les conditions d'indemnisation du congé maternité ;
- pour les pères/partenaires, améliorer le congé actuel de deux semaines et son indemnisation, en prévoyant des semaines supplémentaires de congé parental partagé à l'issue de la période de congé maternité de cinquante-deux semaines ;
- veiller à accorder trois jours de congés payés aux femmes en cas de fausse couche.

Dans une Écosse indépendante, le gouvernement écossais travaillerait main dans la main avec les familles écossaises pour faire avancer cette ambition.

L'Écosse a été la première nation du Royaume-Uni à inscrire la Convention internationale des droits de l'enfant (CIDE) des Nations Unies dans sa législation avec l'adoption de la Loi écossaise 2024 United Nations Convention on the Rights of the Child (Incorporation) (ou « Loi UNCRC »). Le gouvernement écossais a déjà prouvé son engagement à protéger les droits des enfants. Cependant, à l'heure actuelle, cela ne s'applique pas à l'ensemble des fonctions et services fournis par les organismes publics en Écosse.

S'il disposait des pouvoirs d'un pays indépendant, le gouvernement écossais serait en mesure d'inscrire la CIDE intégralement dans la législation écossaise, renforçant ainsi encore davantage les droits des enfants. Cet engagement, combiné à la mise en œuvre de l'approche Getting it Right for Every Child (GIRFEC), vise à mettre les enfants et les jeunes de toute l'Écosse dans les meilleures conditions possibles pour apprendre, et ce, quelle que soit leur situation.

De plus, dans une Écosse indépendante, le gouvernement écossais disposerait des pleins pouvoirs en matière d'égalité des chances, ce qui lui permettrait de travailler main dans la main avec les personnes ayant vécu en foyer d'accueil, afin de déterminer si faire ou non de « l'expérience en foyer d'accueil » une caractéristique protégée. Des mesures pourraient être prises en conséquence afin de renforcer la protection juridique des personnes ayant vécu en foyer d'accueil.

Des recherches internationales ont montré que les programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (ELC) de haute qualité de l'Écosse, destinés aux enfants

d'âge préscolaire, ont entraîné une amélioration de leur éducation, de leur vie professionnelle et de leur santé. Il a également été prouvé que les enfants issus de milieux défavorisés sont ceux qui bénéficient le plus de ces programmes, et qu'investir dans ces derniers présente d'importants avantages à court et à long terme pour le développement, l'éducation et la santé des enfants.

Depuis 2021, l'Écosse est la seule région du Royaume-Uni à proposer 1 140 heures de programmes d'apprentissage et de garde des jeunes enfants financés par an. Cela équivaut à 30 heures par semaine pour les enfants de trois et quatre ans et les enfants de deux ans éligibles, et ce, quel que soit le statut professionnel de leurs parents. Dans une Écosse indépendante, les gouvernements futurs pourraient faire en sorte d'apporter des améliorations aux services de garde d'enfants. Par exemple, le gouvernement futur pourrait prendre des décisions différentes concernant les programmes qui sont actuellement centralisés, comme l'allocation de l'Universal Credit pour la garde d'enfants et le programme Tax-Free Childcare, qui aident les parents à payer ces services.

Nous sommes déjà en train de construire un système éducatif qui offre excellence et équité aux enfants et aux jeunes. Le rapport indépendant de l'OCDE sur le Curriculum for Excellence de l'Écosse a souligné que ce programme offrait « une philosophie de l'éducation inspirante et reconnue » en fournissant « la flexibilité nécessaire pour améliorer l'apprentissage des élèves ».

Nos secteurs de l'enseignement supérieur et de la recherche font partie des meilleurs au monde. Les universités, les écoles et les établissements spécialisés de l'Écosse sont des atouts nationaux qui ont un impact social, économique et culturel. Nos aides aux étudiant·e·s et notre politique de gratuité scolaire soutiennent environ 120 000 jeunes qui étudient en Écosse chaque année.

Les gouvernements futurs pourraient mettre en place un système de prêts étudiants spécifique à l'Écosse, ce qui permettrait une plus grande flexibilité dans l'octroi des prêts, étant donné que ces derniers ne seraient pas soumis à l'approbation du trésor de Sa Majesté.

Une Écosse indépendante et membre de l'UE accueillerait également des étudiant·e·s des pays de l'UE dans ses universités et écoles de classe mondiale de façon à inverser le déclin du nombre de personnes venant étudier au Royaume-Uni dû au Brexit. Les étudiant·e·s pourraient également à nouveau participer au programme d'échange Erasmus+.

© Le gouvernement écossais 2024

Publié par le gouvernement écossais en mars 2024

Produit pour le gouvernement écossais par APS Group Scotland, 21 Tennant Street, Édimbourg EH6 5NA PPDAS143927 (03/24)